

En Haïti, plus de 70 % des cultures nationales du sorgo ont été perdues récemment en raison des conditions environnementales difficiles. Pour répondre aux besoins du gouvernement haïtien, l'Université Laval et ses partenaires locaux ont mis au point de nouveaux types de semences mieux adaptées à l'environnement, grâce à l'aide du CRDI et en étroite collaboration avec les cultivateurs haïtiens. Depuis janvier 2017, 823 cultivateurs ont déjà reçu les nouvelles semences. En tout, elles seront distribuées à 150 000 cultivateurs qui seront ainsi en mesure d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles dans la dignité.

Au Bangladesh, le Canada, tout comme d'autres donateurs, a investi dans le programme général de santé du gouvernement de 2013 à 2017, faisant en sorte que la proportion des accouchements effectués par des sages-femmes qualifiées dans des installations de santé passe de 26 % à 42 % (représentant 631 000 accouchements).

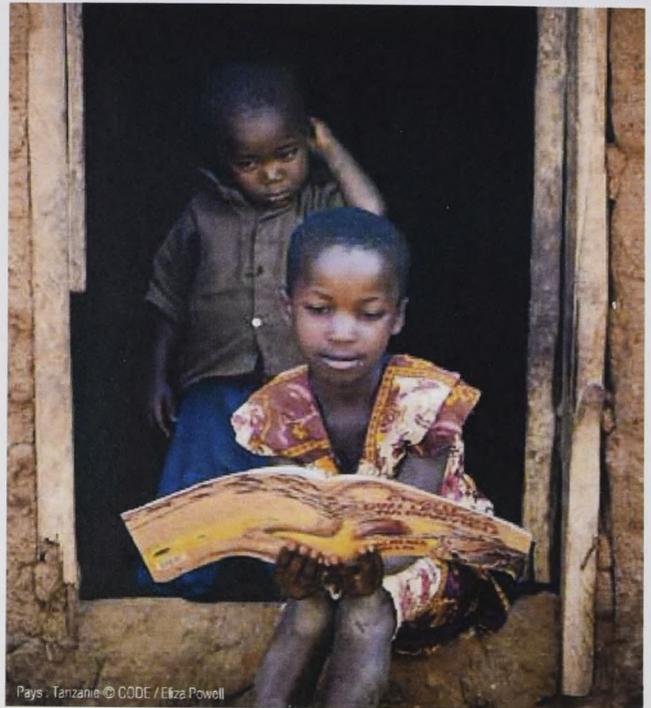
Au Guatemala, le Canada appuie le Programme alimentaire mondial pour faire en sorte que 30 000 enfants, âgés de 6 à 23 mois, consomment une quantité suffisante d'aliments nutritifs. Les régions de Solola, Chimaltenango et Totonicapan figurent parmi celles qui bénéficient de l'appui. Ce projet a débuté en 2013-2014 et il prendra fin en 2018-2019.

ÉDUCATION

Les programmes d'éducation d'Affaires mondiales Canada ont pour but d'aider les enfants, les jeunes et les adultes à recevoir une éducation de qualité et à acquérir des compétences qui constitueront le fondement d'un apprentissage tout au long de la vie. Le Canada s'est fixé les objectifs suivants :

- améliorer l'accès à l'éducation, particulièrement pour les filles, les femmes et d'autres groupes marginalisés;
- améliorer la qualité de l'éducation en se concentrant notamment sur les enseignants et leur formation, sur la pertinence des programmes d'études, et sur le matériel pédagogique et didactique;
- améliorer l'accès aux possibilités d'apprentissage de qualité pour les jeunes, tant à l'école qu'à l'extérieur du cadre scolaire et dans des contextes aussi bien officiels qu'informels;
- élargir l'accès à la formation et à l'enseignement techniques et professionnels axés sur la demande (y compris l'alphabétisation et les mathématiques) pour permettre aux jeunes et aux adultes de répondre aux besoins du marché du travail.

Les programmes du Canada mettent l'accent sur la prise en charge des systèmes d'éducation par les pays bénéficiaires de manière à obtenir des résultats durables à long terme. Le Canada travaille en partenariat avec les gouvernements des pays en développement, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, ainsi que d'autres intervenants en éducation comme le Partenariat mondial pour



Pays : Tanzanie © CODE / Ekza Powell

l'éducation. Ces partenariats favorisent l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action dans le secteur de l'éducation, pilotés par les pays eux-mêmes.

En outre, Affaires mondiales Canada travaille à promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles en favorisant l'élimination des obstacles à l'éducation des filles, ce qui comprend la gestion de l'hygiène menstruelle et la violence dirigée contre les femmes.

En 2016-2017, le Canada a fait plusieurs annonces concernant des initiatives d'éducation dans des pays en développement.

- En août 2016, la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a annoncé l'octroi de 20 millions de dollars (2016-2021) pour le ministère de l'Éducation nationale du Sénégal, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Plan International en vue de créer un environnement scolaire sécuritaire pour 750 000 élèves. La ministre a aussi annoncé l'octroi de 3 millions de dollars (2016-2019) pour renforcer la capacité du Sénégal d'assurer la réparation et la gestion des manuels scolaires.
- En septembre 2016, le premier ministre, Justin Trudeau, a promis de verser une somme de 20 millions de dollars au fonds L'éducation ne peut pas attendre (2016-2018). Ce partenariat public-privé novateur vise à répondre au besoin impératif d'assurer l'éducation des enfants lors de situations d'urgence.